

CIBLE

Otages

Voilà bien des années qu'on diffuse la plainte de l'usager des services publics pris en otage par les grévistes. Le mécontentement et la fatigue des citoyens sont bien réels, mais les propos enregistrés au fil d'enquêtes (?) par micro-trottoir n'ont jamais découragé les mouvements de masse.

La raison de cet échec médiatique ? Le paradoxe de l'otage, que nous connaissons bien : alors que *Royaliste* est une entreprise de presse vite paralysée par la grève des postiers, notre journal soutient le mouvement social en cours.

L'erreur de ceux qui veulent briser les grèves par de la bonne « communication » est toujours la même : une personne ou un groupe ne se réduit pas à une seule activité. Les consommateurs sont en même temps producteurs – ou chômeurs. Les professeurs en grève peuvent aussi être des parents d'élèves qui doivent faire garder leurs enfants. Les manifestants sont aussi des usagers des transports collectifs. Les priorités de chacun peuvent varier au gré des circonstances.

Aujourd'hui, beaucoup de citoyens choisissent la lutte, malgré ses inconvénients.

Luttes sociales

Quelles issues choisir ?

Afrique

L'offensive américaine

p. 5

Médias

La rumeur de Toulouse

p. 2

La sale rumeur médiatique

Scandale à Toulouse ? D'abord et avant tout scandale à Paris : sans tirer aucune leçon de leurs erreurs et de leurs fautes passées, les grands médias diffusent et amplifient les rumeurs qui salissent, au risque de détruire des carrières et des vies.

Il y eut une « affaire Bérégovoy ». Il y eut une « affaire Gaudin-Léotard ». Il y eut une « affaire Dumas ». Accusé de malversations financières par certains journalistes, l'honnête Pierre Bérégovoy s'est suicidé et les crocodiles ont beaucoup pleuré. Accusés par un « investigateur » à la noix de complicité d'assassinat, Jean-Claude Gaudin et François Léotard ont été rapidement lavés de tout soupçon. Après une chasse à l'homme d'une violence inouïe, Roland Dumas a été reconnu innocent par la justice, mais l'ancien président du Conseil constitutionnel raconte dans un livre récent (1) comment le harcèlement judiciaire et l'acharnement du *Monde* le conduisirent au bord du suicide.

Qu'importent les erreurs et les fautes passées ! A peine apparue sur le marché, voici une nouvelle rumeur bien sale transformée en « affaire ».

C'est ainsi qu'on a brièvement lu sur un site In-

ternet d'informations générale qu'il y a avait une « affaire Baudis ». Faux ! Il y a, à Toulouse, une « affaire Alègre » qui concerne un maquereau local et qui porte sur divers crimes. Et il y a une mise au point de Dominique Baudis qui est venu sur le plateau de TF1 « pour affronter la calomnie, la prendre à la gorge » et pour dénoncer une « machination ».

Aux Mercredis de la NAR, voici quelques années, M^e Soulez-Larivière nous disait que la victime d'une campagne de calomnies devait courber le dos pendant la tempête médiatique et attendre le retour au calme pour répliquer. Le président du CSA a préféré prendre les devants. Ce choix audacieux n'a pas eu les effets escomptés. Plusieurs journaux et les deux principales chaînes de télévision ont choisi de faire de l'audience. Il faut les comprendre, ces « grands professionnels » : depuis le temps qu'ils attendaient une « affaire Dutroux ». Elle est peut-être

là, à portée de la main. Comment pourrait-on s'embarrasser des déclarations du président du CSA ?

Pas de fumet - de scandale - sans feu... Sur la foi de cet adage remanié, le torrent de boue peut se déverser. Un examen minutieux de la saloperie ambiante dépasserait largement le cadre de ces colonnes. On se contentera d'un bref inventaire de l'ordure.

La « révélation » qui n'a rien à voir : « VSD a révélé l'écoute téléphonique judiciaire du 7 novembre 1996 de Wafaa, call-girl d'un réseau parisien démantelé, qui parle de (...) comme d'un client « sûr » de Toulouse qui « monte une fois par semaine ou tous les quinze jours », lit-on dans *Libération* qui, ayant lu VSD, donne de l'ampleur à un viol du secret de l'instruction à propos d'une écoute vieille de sept ans.

L'enquête en trompe-l'œil qui est alimentée comme d'habitude par des fragments de

procès-verbaux. Un bout de photocopie, une photo salace qu'on peut repiquer n'importe où, cela suffit pour illustrer un article bidonné. Dans VSD (encore !), on lit les confidences d'une certaine « Maîtresse V. » : des gens connus organiseraient des soirées sado-masochistes. Bouleversante nouveauté agrémentée par des informations de premier plan : dans la Ville rose, « les boîtes échangistes n'ont pas connu de baisse de fréquentation » et il règne dans un bar libertin « une atmosphère presque bon enfant ».

L'hypocrisie totale : celle de Daniel Schneidermann (*Le Monde*), qui n'ignore rien de la présomption d'innocence d'une personne qui n'a même pas été entendue par un magistrat mais qui disserte sur « l'inattendue transpiration » de Dominique Baudis à la télévision ; celle d'Alain Rémond dans *Marianne* qui commente lui aussi la sueur qui inonde le front du président du CSA tout en avouant sa « honte » de céder au « poison du soupçon ». Comme si un journaliste de télévision devait commenter avec la même froideur un congrès du parti radical et une rumeur susceptible de le détruire...

La désinformation totale opérée par TF1 et France 2 reprenant les accusations d'un travesti toulousain dont on appris par la suite qu'il était mythomane.

Chaque année, en France, l'honneur de dizaines de personnes est ainsi jeté aux chiens.

Annette DELRANCK

(1) Roland Dumas - « L'Épreuve, les preuves », Michel Lafon, 2003, prix franco : 21 €.

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : La sale rumeur médiatique - p.3 : Bavardage et pipotage - Opposition ? Oh ! positions... - p.4 : Gare au folklore - Le vent tourne - p.5 : Bush, la faim et le sida - p.6/7 : Ils n'y croient plus ! - p.8 : Un parti bolchevique - p.9 : L'Amérique, l'Europe et nous - p.10 : Carnets d'un voyageur - Historiquement correct - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Préparer la révolution.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57

Télécopie : 01.42.96.05.53

Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession :

Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (46 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Bavardage et pipotage

Comment faire des économies de temps et d'argent tout en donnant l'impression dans les dîners en ville de savoir qui a tué le journaliste américain Daniel Pearl sans avoir lu le dernier livre de Bernard-Henri Lévy ? C'est tout simple !

Le chœur immense des flatteurs s'est tu. Les valets de plume ont rangé leurs écritoirs et les copains de toujours se félicitent du travail accompli. Après les mille et un coups de tonnerre médiatiques, le silence se fait, propice à la méditation. On ne sait toujours pas qui a tué Daniel Pearl mais on connaît mieux encore Bernard-Henri Lévy, l'homme qui « a pu coiffer tout à tour les trois chapeaux du romancier, du journaliste et du philosophe » et a « signé un livre en forme de pavé dans la mare » comme l'écrit dans *Libération* l'obséquieux de service en recourrant à une image (le Pavé – la Mare) d'une originalité inouïe.

Il manquait un article insolent – le nôtre. Rien de plus que notre habituelle bourrade au maître-charlatan car nous n'avons pas les moyens (pour le moment...) d'une longue et coûteuse contre-enquête. C'est que BHL ne se laisse pas prendre sans vert. Quand le journaliste ne trouve pas de faits, il cède la place au romancier qui raconte ce qui se passe dans la tête de ses personnages. Et quand l'enquêteur-écrivain veut se donner de la profondeur, il se fait philosophe – ou du moins philosopant.

Magnifique tour de passe-passe : à partir du moment où

BHL en personne proclame à la face du monde qu'il invente et spéculé, les produits de son imagination deviennent des vérités vraies. C'est le Magistral Polygraphe en personne qui expose et proclame sa méthode dans le *Magazine littéraire* (n° 420, mai 2003) : « J'ai rencontré les gens qui ont côtoyé Daniel Pearl et Omar Sheikh. J'ai lu des milliers de pages. Vu et déchiffré des centaines de photos. Eh bien tout cela me donne le sentiment de savoir assez exactement ce qui se passe dans la tête de l'un dans les minutes qui précèdent sa mort. Ou dans celle de l'autre, dans l'heure qui précède l'enlèvement ». Hallucinant, non ?

D'où le conseil que nous a donné une de nos très fidèles lectrice : plutôt que de se casser la tête à démêler le bavardage du pipotage, lire l'article que Robert Sam Anson a consacré aux derniers jours de Daniel Pearl dans *Vanity Fair* (New York), dont le *Courrier international* (n° 623) a traduit de larges extraits. C'est du bon journalisme – de la réalité sans fiction. On notera en outre que Robert Sam Anson ne se prend ni pour Baudelaire, ni pour Malraux, ni pour Sartre, ni pour Albert Londres. Ni pour Daniel Pearl.

Colonel SPONZ

Opposition ? Oh ! Positions...

Le Parti hollandiste : combien de positions par rapport aux retraites, aux enseignants, aux syndicats, au gouvernement ?

S'agit-il de positions d'opposition ou de composition ? Faut-il y inclure des variables d'ajustement ? Paul Tron a mené l'enquête.

À la recommandation de la refondation du petit monde hollandiste, c'est-à-dire au congrès de Dijon, tout était simple, clair et même lumineux. Les socialistes étaient contre le plan Fillon, Bernard Thibaut avait été acclamé et Laurent Fabius avait proclamé son opposition « frontale » au fillonesque projet.

Ensuite, les choses se sont compliquées. Laurent Fabius a précisé qu'il était pour une opposition « frontale et responsable ». Responsable, en novlangue sociale-libérale, ça veut dire du mou dans la gâchette. Pourtant, les hiérarques socialistes annonçaient un contre-projet de réforme sur les retraites...

Mais très vite Julien Dray remit les choses au point, déclarant que « nous ne nous précipiterons pas dans les réponses à apporter ». Ah mais !

Après (le 30 mai) Michel Rocard qu'on avait complètement oublié dans un coin du Parlement européen piqua une grosse colère, jugeant la position socialiste sur les retraites « extrêmement dangereuse ». Et de se déclarer « convaincu que si nous, gouvernement d'orientation socialiste, étions en train de négocier, nous déboucherions sur un équilibre à peu près équivalent » à celui du gouvernement. Le père de la deuxième gauche s'alignait donc sur MM. Raffarin et Fillon et approuvait chaleureu-

sement l'attitude de la CFDT tendance Chérèque. Ca, c'était farce !

Du coup, il me revint que, le 20 mai sur Europe 1, Claude Allègre avait exhorté les enseignants à « respecter leur ministre ». L'éléphantasque ami de Jospin donnait donc un coup de main à Luc Ferry. Il fallait le faire ! Le dégraisseur de mamouths, qui respectait si bien les enseignants, l'avait fait...

C'est alors que mon regard tomba sur une vieille dépêche en date du 10 mai dont Sylvie Fernoy s'est servie pour emballer un casse-croûte thon-crevettes. On y lisait que l'ultra-libéral commissaire européen Pascal Lamy soutenait François Hollande « qui est d'une génération profondément européenne dans sa volonté de renouer des liens avec les partis sociaux-démocrates ».

Autrement dit : le deloriste Pascal Lamy soutient le deloriste François Hollande qui a assisté fin mai à la mobilisation des deloristes contre l'inflexion à gauche (sic) du congrès de Dijon. Jacques Delors a gémi dans les rédactions parisiennes, Jean-Baptiste de Foucault (président du club deloriste Échanges et projet) a dénoncé la « démagogie du P.S. » et les ténors de la « gauche moderne » ont chanté les louanges de Chérèque-le-jeune...

Michel Rocard a raison : Hollande à Matignon, ce serait Raffarin sous un autre nom.

Paul TRON

Gare au folklore

La dynamique d'un mouvement ne se réduit pas à l'agitation de rue, encore moins aux rituels violents. De Seattle à Évian, les manifestations de masse demeurent nécessaires mais elles peuvent être le prétexte d'un récit folklorique.

On sait que la télévision n'informe pas. Elle met en forme un récit qui est rédigé avant l'événement selon des normes implicites et que les journalistes du terrain sont chargés d'illustrer par des images assorties de commentaires appropriés. Les témoignages surabondent sur ce point et il nous serait facile de citer les propos de responsables de services politiques qui confirment cette analyse.

La dénonciation de cette mise en scène médiatique est nécessaire. Encore faut-il prendre garde de ne pas tomber dans le piège aimablement tendu. Selon un paradoxe fréquemment observé, les plus virulents critiques de la télévision, ceux qui développent volontiers des raisonnements paranoïaques, jouent en toute naïveté le rôle qui leur est assigné dans le spectacle.

Le récit télévisé se déroule sur deux plans.

Quant à l'analyse de fond, il s'agit de situer les diverses forces hostiles à l'ultra-libéralisme dans une dialectique opposant la « société civile » aux élites de la mondialisation - étant entendu que les experts du marché globalisé auront toujours le dernier mot après avoir intégré dans les « réformes » les amendements des protestataires. Aimable confrontation du « réalisme » et de « l'utopie », de la fougue juvénile et de la sage technicité, qui se résout par les

immuables conclusions d'une démocratie adulte : « nous n'avons pas de marges de manœuvre, nous n'avons pas le choix, mais reprenez donc un peu de jus d'orange ».

Quant au scénario des événements (les manifestations contre le G8, début juin) les médias ont largement privilégié le folklore politique, tel que le conçoit un journaliste de la CFDT qui a eu vingt ans en 1968 : anarchistes en costume d'époque, villages de toile autogérés, comités gay-lesbiennes (qui ont toujours du mal à articuler la révolution sexuelle et la réforme du système monétaire international), cuisiniers alternatifs et vierges rouges en tenue d'été.

Tout cela est sympathique et distrayant, surtout lorsqu'il y a du cocktail Molotov dans l'air. Mais tout ce qu'il y a de fondé, de sérieux, de prospectif dans la thématique altermondialiste n'est guère présenté, encore moins expliqué sur les principales chaînes de télévision.

Au temps où il était « starisé » par les médias, José Bové parvenait à faire passer certaines de ses idées parce qu'il était un militant aguerri. Les choses se sont dégradées depuis un an : le micro-trottoir répercuté à tous vents l'idée que le bonheur est dans le pré (alternatif) et que la révolution est un rêve d'enfants.

Jacques BLANGY

Le vent tourne

La monarchie saoudienne ne veut pas figurer sur la liste des perdants de la gigantesque partie qui se joue actuellement au Moyen-Orient.

Les malentendus s'accroissent avec les États-Unis, son protecteur naturel, et les attentats récents de Riyad démontrent que sa complaisance vis-à-vis des wahhabites les plus radicaux ne lui vaut plus l'indulgence des terroristes d'Al-Qaïda. Les autorités du royaume changent donc progressivement de posture.

Tout d'abord le prince héritier Abdallah ben Abdel Aziz, demi-frère du roi, n'a pas hésité à proférer des imprécations d'une violence rare en ayant recours à la rhétorique religieuse, pour condamner les attentats. Il a qualifié les terroristes de « monstres » qui « auront à souffrir de la colère de Dieu » en ajoutant « qu'ils ne connaîtront jamais les parfums du paradis ».

Ensuite, la soixantaine d'enquêteurs de la CIA et du FBI ont reçu le meilleur accueil de la part de leurs homologues saoudiens qui les laissent participer aux investigations en cours sur les attaques-suicides. On est loin du refus de collaboration, exprimé en 1996 par les Saoudiens, lors d'un attentat perpétré contre un cercle militaire au cours duquel dix-neuf Américains avaient été tués. Certains officiels repartent même d'un vieux projet oublié dans les cartons et cher aux Américains : la création d'un office spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent sale provenant de mouvements terroristes, dont les fonds transitent encore trop souvent par le système bancaire saoudien.

Enfin, le roi Fahd, le samedi 24 mai a fait lire devant le conseil de la Choura, organe consultatif désigné par ses

soins, un discours réformateur qui s'inscrit en rupture par rapport aux adresses royales qui lui étaient jusque là soumises. Il évoque notamment une participation du peuple aux institutions du pays, l'amélioration de la condition des femmes en leur permettant un accès plus aisé au monde du travail. Le roi conclut en soutenant que « le royaume ne peut rester figé alors que le reste du monde change ».

Ces propos inhabituels rejoignent ceux tenus antérieurement par le prince héritier Abdallah et par le ministre des affaires étrangères, le prince Saoud Al Fayçal, tous deux classés comme des libéraux, jusque-là isolés dans la classe dirigeante du pays. Ils avaient cautionné, en début d'année 2003, une pétition d'intellectuels réclamant des élections libres, la liberté d'opinion et d'expression, une lutte effective contre la corruption et une réforme profonde du système éducatif aux mains de religieux radicaux prêchant la haine du « kafir » ou infidèle.

Aujourd'hui, la monarchie saoudienne n'a d'autre choix que de se réformer si elle ne veut pas disparaître, à la fois sous la pression d'une population qui se radicalise face à un régime autoritaire notoirement corrompu qui refuse de partager équitablement la manne pétrolière et en raison de l'attitude des États-Unis, lassés par cet allié peu fiable, qui risquent de lui préférer, à terme, un Irak qu'ils espèrent plus complaisant et moins ambivalent à leur égard.

Jacques DUCONSEIL

Bush, la faim et le sida

L'habile offensive déclenchée par Washington à la veille du G 8 prend l'Europe à rebours dans ses relations avec le continent africain : sida et famine deviennent des armes stratégiques.

L'Afrique des grandes endémies avait été vue il y a quelques années déjà comme un risque pour les États-Unis. Il n'est pas besoin de guerre bactériologique si les miasmes peuvent librement se propager d'un côté de l'Atlantique à l'autre. Le réflexe est donc d'abord égoïste. Il faut dépenser de l'argent pour se protéger, pour prévenir une extension de la maladie qui devienne incontrôlable et donc importable aux États-Unis. Le projet avait jusqu'à présent échoué sur le refus des sociétés pharmaceutiques de distribuer des médicaments à bas prix. Le problème a apparemment été résolu. Les sociétés y ont vu l'intérêt de créer un marché captif alors qu'elles peuvent, en même temps, se prévaloir de cette excuse pour ne pas pousser la recherche vers des secteurs aussi peu rentables. La recherche sur les maladies endémiques de l'Afrique est, comme on le sait, complètement délaissée au profit des maladies des populations les plus hautement développées du monde.

Quoi qu'il en soit, qui ne se féliciterait de l'apport de quinze milliards de dollars sur cinq ans pour la lutte contre le sida en Afrique ? A ceci près que l'administration américaine, au lieu d'en faire un sujet de consensus international, brandit cette initiative comme une arme de guerre contre l'Europe. Que n'en faites-vous autant ? D'abord l'Europe, même si elle ne fait pas assez, fait plus en proportion. Mais surtout l'Europe possède un certain savoir-faire. Les États-Unis, sans

grand passé sanitaire en Afrique, vont arriver avec leurs gigantesques ONG - y compris les plus évangéliques - et imposer leur façon de traiter le sujet. S'ils réussissent, c'est qu'ils auront cassé le système de santé existant pour lui en substituer un autre. C'est en particulier l'enjeu du débat en Afrique du Sud : la résistance de Thabo Mbeki à reconnaître l'ampleur de l'épidémie est due en partie à la reconversion du système de santé de l'Apartheid, comme tel incapable de faire face au sida comme il l'a été face à toutes les maladies spécifiques africaines. Le tout sida en Afrique du Sud n'aura-t-il pas pour effet de faire imploser le système de santé et bloquer sa reconversion ? Ce sont des questions très graves.

On perçoit que sous couvert d'une grande cause humanitaire, c'est d'une véritable OPA sur l'Afrique qu'il s'agit et sans doute pas pour le bonheur des Africains.

Comme si cela ne suffisait pas, le président Bush est franchement parti à l'assaut du modèle de développement européen de l'Afrique qu'il a qualifié de faillite. Il faut certainement faire plus et mieux. Ce n'est pas le débat lancé depuis Washington. Comme le sida, l'Afrique est affligée d'un autre mal endémique qui serait la famine. Ni dans un cas ni dans l'autre il ne s'agit pourtant de fatalités d'origine céleste. Elles ont des causes bien réelles auxquelles on peut s'attaquer. Pour Bush et ses amis, c'est l'insuffisance de la production. On peut arguer que ce n'est pas du tout cela mais la distribution de cette production, surtout en cas

de guerre. Qu'importe : la solution est toute trouvée : les OGM qui permettent l'augmentation des rendements. Or comme dans le cas de la recherche sur le sida, ce ne sont pas les variétés de plantes et d'insectes africains sur lesquels se penche en priorité la recherche agronomique des grandes sociétés américaines. Ensuite, même si c'était le cas, l'objectif est une nouvelle fois de se garantir un marché captif puisque le paysan africain serait mis dans l'obligation chaque année de racheter les semences à ces sociétés étrangères. L'effet pervers de l'aide alimentaire, qui détruit la production indigène, serait ici élevé au rang de principe.

Derrière ces idées faussement généreuses se dissimule une vision du monde profondément unilatérale. Le drame est que l'Europe, qui pourtant a de bons arguments, ne sache pas se défendre, qu'elle apparaisse cynique et puisse même se laisser accuser, si elle tentait de répondre, de profiter de la misère du monde. L'Europe ne sait pas trouver un langage propre pour parler des grands drames de la planète alors que, pour l'idéologie libérale comme hier pour l'idéologie communiste, cela marche à tous les coups. Si elle se laisse tourner sur son flanc sud, l'Europe, et spécialement la France qui avait voulu donner la priorité à l'Afrique dans ce G 8, va se retrouver isolée, la grande perdante du sommet. Confrontés au risque de perdre notre audience en Afrique, il nous faut reprendre rapidement l'initiative. Il est peut-être déjà trop tard pour Évian où la seule option qui nous soit laissée est de s'aligner sur le discours humanitaire le plus éculé qui soit.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **JORDANIE** - Dans son discours à la nation pour la fête de l'indépendance, le dimanche 25 mai, le roi Abdallah II a insisté sur l'importance, pour l'avenir du pays, des élections parlementaires qui se dérouleront dans les prochains jours. Il s'est porté garant de « la marche démocratique » en cours et du « renforcement des institutions de la société civile » qui allait résulter de ce scrutin. Il a également appelé de ses vœux de profondes réformes législatives pour permettre un développement équilibré de toute la société jordanienne. Au plan international, le roi Abdallah a fait le rapprochement entre le sort des Irakiens et des Palestiniens qui doivent bénéficier « d'une intégrité territoriale » de leur pays respectifs et « du libre choix de leur régime politique » au sein de la nation arabe.

♦ **RUSSIE** - Le tribunal de Moscou ne plaisante pas avec les symboles. Quatre jeunes femmes appartenant au groupe communiste radical *Nouvelle alternative révolutionnaire* (NRA) ont été condamnées à de lourdes peines de prison pour trois attentats avec des bombes artisanales qui n'avaient fait aucune victime. L'une de leur cible avait été (voir *Royaliste* n° 717) la monumentale statue du tsar Nicolas II érigée à Podolsk.

♦ **BHOUTAN** - Poursuivant à pas prudents ses réformes institutionnelles le Bhoutan vient de mettre en place, sur l'initiative du Roi, un Comité législatif permanent qui aura pour tâche de mettre en forme les projets de loi avant qu'ils ne soient présentés à l'Assemblée nationale.

♦ **YUGOSLAVIE** - Participant à une cérémonie commémorant le 100^e anniversaire de l'assassinat du roi de Serbie, Alexandre I^{er} Obrenovitch, et de son épouse Draga, le prince héritier Alexandre de Yougoslavie a une fois de plus rappelé que c'est « seulement au travers de l'unité et dans la continuité avec nos racines historiques que nous pourrions construire un État stable, moderne et démocratique. »

♦ **IRAK** - Les deux prétendants au trône (voir *Royaliste* n° 815) s'apprennent l'un et l'autre à rentrer à Bagdad. Déjà leurs partisans respectifs ont ouvert les sièges de leurs mouvements : le *Mouvement pour une monarchie constitutionnelle* (MMC) fondé par le chérif Ali ben Hussein, âgé de 47 ans et qui vivait à Londres, et l'*Alliance royale démocratique* (ARD) qui soutient le prince Raad ben Zeid, âgé de 67 ans et qui réside en Jordanie.

♦ **MAROC** - Après les sanglants attentats qui ont endeuillé le Maroc, le roi Mohammed VI s'est solennellement adressé à la nation : « Cette agression terroriste est contraire à notre foi tolérante et généreuse. Plus encore, ses commanditaires, comme ses exécutants, sont d'ignobles scélérats qui ne peuvent en aucune manière se réclamer du Maroc ou de l'Islam authentique ». Il a ajouté : « A mon cher peuple, fermement attaché aux constantes de sa civilisation, à ses institutions et valeurs sacrées, ainsi qu'à ses acquis démocratiques, je dis : le terrorisme ne passera pas ! ».

Textes à l'appui, nous avons montré dans un numéro récent (n° 810, p. 2) la désillusion et la révolte muette de la plupart des cadres du secteur privé. Il faut y ajouter désormais un autre constat, appuyé sur un ensemble impressionnant de déclarations publiques, d'articles et de livres récemment publiés : c'est le milieu dirigeant tout entier qui ne croit plus à ce qu'il dit ni à ce qu'il fait. Membres de l'oligarchie politique française et européenne, grands patrons, ploutocrates, journalistes néo-libéraux partagent le même désarroi face aux effets pervers et violents du laisser-faire et de la globalisation.

On ne saura jamais combien de personnes en France et dans le monde ont été réduites à la misère, conduites à la dépression nerveuse, poussées au suicide par de hauts dirigeants qui dévalaient avec arrogance les sornettes idéologiques conformes à leurs intérêts. Il fallait leur faire confiance, croire au marché planétaire, travailler dur pour augmenter les profits censés créer les emplois des lendemains enchanteurs. Ceux qui contestaient leurs analyses débiles, leurs succès ravageurs, étaient rangés dans le camp des ringards, des rouges, des crétins.

Poisson pourri

Aujourd'hui, changement de cap et de langage. De même que la Révolution dévorait naguère ses propres enfants, la Finance détruit le capitalisme industriel et ruine les spéculateurs eux-mêmes. Un premier cri d'alarme avait été lancé par Georges Soros. Et voici que le « parrain » du capitalisme français, Claude Bébear, s'inquiète de dérives catastrophiques en des termes qu'on lit ordinairement dans *Royaliste*.

Nous ne perdrons pas de temps à nous interroger sur les motifs du maître des assurances Axa. En des termes beaucoup plus élégants que ceux

tenus en privé par Claude Bébear, on notera que, comme à l'accoutumée, le poisson pourrit par la tête.

« *Je ne crois plus du tout au marché* », confie le bonhomme dans un entretien publié sous forme d'un livre (1) dont le titre est en forme d'avertissement solennel : « *Ils vont tuer le capitalisme* ». L'analyse du patronal parrain confirme nos critiques radicales : la financiarisation détruit l'activité économique en raison du comportement douteux ou franchement crapuleux des analystes financiers, des agences de notations, des banquiers d'affaires et autres parasites qui bénéficient de la confiance des spéculateurs. D'innombrables boursicoteurs ont été ruinés, la liste des entreprises poussées à la faillite par la pression financière s'allonge chaque mois et l'on découvre que beaucoup de patrons ont trafiqué leurs bilans pour éviter une baisse des actions de leur entreprise – sans parler des licenciements décidés dans la panique. Toutes les structures du capitalisme privé sont prises dans un tourbillon d'illusions et de mensonges qui menace d'emporter ceux qui en ont abusivement profité.

Repaire de voleurs

Le diagnostic de Claude Bébear (qui ne propose aucun

remède sérieux) est confirmé dans *Les Échos* (2) par l'excellent journaliste qu'est Paul Fabra. Pour lui, les gains abusifs des patrons ont été justifiés par une référence abusive au marché puisque les grands *managers* fixaient eux-mêmes les normes de rémunération. Pire : l'accord de paix conclu entre les autorités américaines de régulation et les « investment banks » est tellement complaisant pour ces banques que le correspondant à New York du *Financial Times* a comparé Wall Street à un « repaire de voleurs ». Oui, c'est dans le *Financial Times* qu'on lit ces vérités horribles !

Non seulement la presse du grand capital ne croit plus à la Bourse, mais Paul Fabra explique qu'on commence à douter de la productivité de l'économie américaine car les économistes et les statisticiens observent que « *dans les périodes de marasme, quand les managers licencient à tour de bras et que le volume de la production diminue, tout au moins pour l'instant, dans une proportion moindre, la productivité s'élève... ainsi que le prestige des grands ordonnateurs* ».

Restons aux États-Unis. Président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan s'inquiète d'une possible déflation.

Certes, il ne s'agit pas d'une « menace dangereuse et imminente pour les États-Unis » mais d'une menace « mineure » qui pourrait cependant entraîner une intervention de la banque centrale. Balancement circonspect qui se conclut par un aveu confondant : « *l'idée que la déflation pourrait apparaître n'avait tout simplement jamais traversé notre esprit jusqu'à ce que le Japon nous prouve le contraire* », a déclaré cet homme qu'on décrivait comme un bon génie ! Comment croire en Greenspan s'il ne croit plus lui-même aux capacités d'analyse de ses services...

En Allemagne, la menace déflationniste fait plus que traverser l'esprit des banquiers centraux. Yves Mersch, prési-



Y plus !

dent de la Banque centrale du Luxembourg et membre du directoire de la BCE déclarait fin mai à la presse qu'« il est tout à fait possible que l'Allemagne soit touchée par la déflation au cours des douze prochains mois » tandis que le FMI soulignait de son côté la gravité du risque de déflation en Allemagne. Le ministre allemand des Finances a rétorqué que ce « bavardage » était « irresponsable » et il a été soutenu par Ottmar Issing, le chef économiste de la Banque centrale européenne. Étonnante prise de bec entre de hauts personnages qui, du coup, perdent toute autorité et ruinent la fameuse confiance que nous sommes censés placer en eux. Que croire ? Qui croire ? Telles sont les questions auxquelles plus

personne, en Europe et dans le monde, n'est en mesure de répondre.

Manipulations

Ne sachant que penser, disant tout et le contraire de tout, les prétendus responsables de l'économie et de la monnaie tentent de sauver les apparences en respectant pour la forme un Pacte de stabilité dont l'absurdité a été dénoncée par Romano Prodi, pacte qui est criminel face à une menace de déflation et que certains voudraient bien violer sans s'exposer aux sanctions prévues.

C'est ainsi que notre ministre de la Défense a lancé dans le débat entre eurocrates une idée qui traînait dans les couloirs depuis quelque temps : « Il faut faire échapper, au moins en partie, les dépenses militaires au Pacte ». Pourquoi les dépenses militaires ? Pourquoi pas les dépenses sociales ou d'autres tout aussi vitales ? Pour rien : il s'agit de respecter la règle idiote des 3 % de déficit maximum par des astuces qui ne résoudront aucun problème : ni celui de la politique budgétaire, ni ceux relatifs à la lutte contre la récession en cours et contre le risque croissant de déflation. Présenter comme solution une pure manipulation comptable, c'est signifier

qu'on ne croit plus au Pacte de stabilité (3), ni à une réaction commune face à la crise économique que la monnaie unique n'a pas empêchée.

Là aussi, le doute s'installe. Plus personne n'ose évoquer la fameuse « forteresse euro » et on commence, en Allemagne, à regretter l'aliénation de la souveraineté monétaire du pays au profit de la Banque centrale européenne. C'est le très libéral Erik Izraelewicz qui l'écrit dans *Les Échos* (27 mai) : « L'Allemagne va-t-elle bientôt demander à quitter l'eurozone, à renoncer à la monnaie unique et à réimprimer... ses bons vieux deutsche Marks ? Outre-Rhin, la question n'est évidemment pas à l'ordre du jour. Officiellement, aucun leader politique allemand, aucun industriel non plus n'envisage une telle hypothèse - d'ailleurs totalement exclue par les traités européens. C'était pourtant l'une des interrogations, iconoclastes, qui venaient à l'esprit lors de la cinquième session du Dialogue franco-allemand qui réunissait, les 22 et 23 mai à l'Académie européenne d'Otzenhausen, dans la Sarre, politiques, chefs d'entreprise et experts des deux pays ».

Après avoir rappelé que l'Allemagne avait imposé des conditions draconiennes (Pacte de stabilité, BCE copiée sur la Bundesbank) en contrepartie de l'abandon de son écrasant pouvoir monétaire, notre éminent confrère ose écrire cette vérité inouïe : « Aujourd'hui, l'Allemagne peut se demander si elle ne serait pas mieux à même de gérer ses propres difficultés si elle possédait encore tous les attributs de sa souveraineté monétaire, si elle n'avait pas à subir le « carcan » qu'elle a imposé alors à ses partenaires pour les discipliner. Une nouvelle histoire d'arroseur arrosé ! ».

Et de préciser : « Les difficultés actuelles du pays sont liées, pour une bonne partie, à la politique monétaire de la BCE et à celle des changes -

dont on ne connaît pas précisément le responsable. L'économie allemande souffre à la fois des conditions initiales dans lesquelles le DM a été fondu dans l'euro (avec un mark à l'époque surévalué), des taux d'intérêt fixés par la banque à des niveaux anormalement élevés compte tenu de sa situation propre (un taux directeur de 2,5 % pour une inflation de 0,7 % et une croissance proche de zéro) et d'une devise qui désormais s'apprécie face au dollar (un coup de frein supplémentaire au seul moteur de l'économie allemande qu'était l'exportation).

L'euro oblige aussi Berlin, sur le front budgétaire, à respecter le Pacte de stabilité, et donc à mener une politique restrictive en matière de finances publiques - à ramener son déficit en dessous des 3 % de son PIB. [...] La grande difficulté pour l'Allemagne, c'est finalement que les architectes de l'euro, obsédés par les risques liés à l'inflation, n'avaient pas prévu dans leur construction, le risque de la déflation - et le dangereux déroulement de ses mécanismes une fois celle-ci enclenchée ».

Ils n'avaient pas prévu... Ils ne savaient pas... Ils n'y croient plus... Ils nous ont mis dans la nasse et ne savent que faire pour en sortir. Preuve est faite que les oligarques et les eurocrates de droite et de gauche sont de dangereux incapables.

Sylvie FERNOY

(1) Claude Bébéar, « Ils vont tuer le capitalisme », Plon, 2003. prix franco : 17 €. Cf. l'excellente analyse de l'ouvrage par André Orléan, *Libération* du 19 mai 2003.

(2) Cf. la chronique de Paul Fabra, « Quand sortirons-nous de la magie ? », *Les Échos* du 9 mai 2003.

(3) Cf. l'article de Joseph Stiglitz (*Les Échos* du 19-5-03), économiste libéral qui est plus que dubitatif sur les avantages de l'indépendance des banques centrales, et qui n'est pas défavorable à l'inflation et à la politique de déficit budgétaire. Voir son ouvrage « La grande désillusion » (Fayard, 20 € franco) analysé dans *Royaliste* n° 795.



Nouveau

Un parti bolchevique

Du neuf sur le rayon déjà bien pourvu des revues. Une formule originale par sa maquette (nombreuses et belles photographies) et par l'ajout d'un... livre inédit : pour le premier numéro de *La Revue de l'Intelligent* (1), celui que Jacques Bertoin, son rédacteur en chef, a consacré à Joseph Pulitzer, l'inventeur du journalisme moderne.

L'originalité touche à l'étranger lorsqu'on se fixe sur le titre: Béchir Ben Yahmed, son directeur, en convient : c'est « quelque peu prétentieux ». On s'y fera sans doute puisque les animateurs de la revue ne prétendent qu'à une chose : rendre le monde intelligible.

Le projet est ambitieux. Il a pris la forme d'une grosse revue qui affirme d'emblée sa vocation « internationale et internationaliste » et son ouverture sur tous les domaines de l'activité humaine. Destinée à un vaste public (tirage de 14 000 exemplaires), *La Revue de l'Intelligent* est rédigée par des journalistes-écrivains et des écrivains-journalistes. On notera à ce propos que Jacques Bertoin a dirigé les éditions Lieu Commun, d'heureuse mémoire, et que le rédacteur en chef adjoint, Joséphine Dedet, est l'historienne de la reine Géraldine d'Albanie.

Le premier numéro est d'une belle solidité : un dossier sur l'hydrogène, un portrait de Condoleezza Rice, une rencontre avec Roland Dumas, des photographies de Jean Baudrillard, un texte de Dominique de Villepin, un entretien avec le président du Sénégal, des études approfondies sur la politique américaine, l'affaire Elf...

A découvrir.

S.F.

(1) *La Revue de l'Intelligent*, n° 1, Juin-juillet-août 2003. 19 €.

Lutte ouvrière est souvent dénoncée comme une secte puritaine représentée par une marionnette manipulée par un gourou. Foin de polémiques : nous sommes simplement en présence d'un parti bolchevique.

Lutte ouvrière, c'est d'abord une histoire de militants. Des militants de facture classique qui agissent selon leur conviction – au risque d'y résorber tout ou presque de leur vie.

Cette conviction tient tout entière dans le marxisme-léninisme de la grande époque, rigoureux, repris à la lettre : lutte des classes, révolution mondiale. La doctrine ainsi exprimée trouve sa traduction dans une ligne inflexible : quelles que soient les époques et les événements, les militants de l'Union communiste (tel est le véritable nom de l'organisation qui publie *Lutte ouvrière*) se consacrent à la propagande auprès des travailleurs et des travailleuses sur leurs lieux de travail.

Ligne ouvrière, d'aucuns diront ouvriériste. Propagande invariable, méthode toujours identique depuis la fondation du groupe.

Le groupe... ou plutôt, à l'origine, le groupuscule. Celui que fonde en septembre 1939 un trotskiste né en Roumanie, David Korner. Sous le pseudonyme de Barta, il publie une feuille de propagande, *L'Ouvrier*, puis d'autres feuilles pendant l'Occupation. Le groupe Barta, une poignée de militants, est la cible des stalinien, des nazis et de la police de Vichy. Presque tous ses membres sont juifs, mais le groupe ne participe pas à la Résistance : c'est la lutte des classes et elle seule qui

importe, dans la perspective internationaliste. Pourchassés comme communistes et comme juifs pendant la guerre, ces trotskistes sont encore en danger à la Libération : deux des leurs sont arrêtés par les communistes stalinien en 1944 : l'un est assassiné, l'autre est relâché...

Ces persécutions croisées n'empêchent pas le groupe Barta de fonder l'Union communiste en octobre 1944 et de poursuivre la propagande dans les usines, malgré l'opposition violente du Parti communiste. La lutte des classes est aussi une lutte entre différentes fractions ouvrières...

Pas seulement. C'est l'Union communiste qui déclenche la grande grève de Renault en 1947 et qui s'installe ainsi dans le paysage politique. L'Union grandit, se scinde, grandit encore, grâce à la diffusion obstinée de ses bulletins et journaux. La suite est mieux connue : les « trotsks de L.O. », comme on dit, ne participent pas à la révolte estudiantine de 1968 mais se développent à la faveur des événements et présentent Arlette Laguiller à la présidentielle de 1974. En mai 2002, la même candidate, exprimant la même ligne et reprenant les mêmes slogans qu'un quart de siècle plus tôt, rassemblera sur son nom 5,72 % des suffrages exprimés.

Les détails de cette histoire sont racontés par Robert Barcia, en réponse aux questions pertinentes de Christophe Bourseiller (1), fin connaisseur de l'extrême gauche.

Présenté par certains journalistes comme le gourou d'une brave fille manipulée, Barcia-« Hardy » donne bien sûr une image flatteuse de son organisation, explique par le menu les désaccords entre trotskistes et dissipe de façon convaincante quelques calomnies : Arlette n'est pas une marionnette mais une dirigeante choisie parce qu'elle avait participé de manière exemplaire à la grève des banques en 1974, et Hardy lui-même apparaît comme un communiste, fils d'ouvrier, entré tout jeune dans la Résistance, emprisonné à la Santé, qui a consacré toute sa vie à une organisation devenue, à force de ténacité, le plus important parti trotskiste du monde.

On n'est pas forcé de prendre tout ce que dit Robert Barcia pour argent comptant et il n'est pas nécessaire de partager ses convictions pour tirer de ce livre une observation nécessaire à la compréhension de la vie politique nationale : la tradition communiste demeure vivante hors du Parti communiste, elle s'exprime dans trois formations trotskistes qui ont désormais une audience importante et le marxisme-léninisme est aujourd'hui surtout représenté par l'Union communiste qu'on a tort de dénoncer comme une secte : par sa rigidité doctrinale et sa discipline de fer, c'est tout simplement un parti bolchevique de stricte obédience.

Maria DA SILVA

(1) Robert Barcia, alias Hardy, « La véritable histoire de *Lutte ouvrière* », entretiens avec Christophe Bourseiller, Denoël, 2003, prix franco : 18,50 €.

L'Amérique, l'Europe et nous

L'actualité de ces derniers mois a pu être rude, conflictuelle. Elle offre cet avantage indéniable d'être pleine de sens. L'Amérique de George Bush ne craint pas d'afficher ses prétentions qui correspondent à la haute idée qu'elle se fait de ses institutions et de sa civilisation. N'est-ce pas un peu inattendu avec ce président plutôt mal élu, dont beaucoup faisaient le portrait le moins flatteur ? Certes, les événements du 11 septembre ont beaucoup compté pour réveiller le patriotisme américain et inspirer aux dirigeants de Washington une conduite offensive, loin du splendide isolement que semblait indiquer la volonté de désengagement à l'égard du conflit israélo-palestinien. Mais la conjoncture internationale n'est pas seule en cause. Il apparaît de plus en plus que le président est conseillé par des intellectuels souvent brillants, issus du courant néo-conservateur dont je n'ai pas caché ici-même combien j'admire les figures de proues, Leo Strauss ou Allan Bloom.

par Gérard Leclerc



C'est un curieux paradoxe. J'approuve Alain Finkielkraut lorsqu'il fait l'éloge de cette pensée, et pourtant je maintiens ma désapprobation formelle de la guerre américaine en Irak. Est-il utile d'ajouter que l'appui donné à Jacques Chirac et à Dominique de Villepin (sur la même ligne qu'un Hubert Védrine) n'implique nulle complaisance pour le pacifisme, et encore moins pour un progressisme prêt à avaliser toutes les démagogies ? Voilà qui oblige à préciser singulièrement la nature du désaccord, en essayant de poser avec le plus d'exactitude possible les enjeux actuels de la querelle entre Américains et Européens (dans la mesure où ces derniers se reconnaissent dans la position française).

Quand les États-Unis définissent un axe du mal et déterminent une stratégie pour défaire les bases du terrorisme international, ils se réclament plus ou moins implicitement des idéaux démocratiques dont ils sont en charge. De ce point de vue, le courant néo-conservateur a le mérite de conforter une véritable fierté américaine, à l'encontre d'un progressisme dissolvant et d'un politiquement correct paralysant. La démocratie américaine n'a pas peur d'affirmer sa supériorité morale à l'échelle universelle, et elle prend à bras le corps le monde chaotique d'aujourd'hui afin de le soumettre aux règles du bon et du juste. On peut trouver cela un peu naïf et plus encore dangereux. Mais lorsqu'on associe à ces idéaux le recours aux grandes sources de la civilisation, à Athènes et à Jérusalem, ainsi qu'à la grande discussion ouverte avec la modernité par les néo-conservateurs, on est obligé de prendre plus que du recul. Il ne s'agit pas, en effet, de justifier simplement l'impérialisme

de la super puissance. A la suite de Strauss et de Bloom, les États-Unis veulent être fidèles à des valeurs supérieures, fondatrices de l'État de droit.

Que l'on ne se y trompe pas, le désaveu du progressisme va loin. La thèse Fukuyama pourrait nous mettre sur une mauvaise voie. L'État universel et homogène, repris de Hegel et de Kojève n'est pas le modèle privilégié par des gens qui font une critique acérée du système progressiste. Il ne faudrait pas oublier que Leo Strauss s'est confronté directement à ce sujet avec Kojève, en affirmant que la fin de l'histoire annoncée correspond à « un État dans lequel la base de l'humanité humaine s'effondre ou dans lequel l'homme perd son humanité. C'est l'État du « dernier homme » de Nietzsche. » (1) Sans doute, conviendrait-il de mettre en relation la sagesse si haute d'un Strauss avec les idéaux concrets de la civilisation américaine et l'anomie pratique de l'ultra-libéralisme. On ne peut ignorer tout de même l'exigence intellectuelle et morale de ce courant qui combat le nihilisme contemporain.

Notre désaccord intervient lorsque la thèse de la fin de l'histoire fait l'impasse sur le désaveu straussien, et lorsque l'Amérique superpuissance semble prendre la place de l'Union soviétique stalinienne dans le mouvement dialectique. Il existe un possible glissement de la défense des valeurs au cynisme de la puissance, lorsqu'une trop grande arrogance donne libre cours à la volonté hégémonique. Par ailleurs, un attachement légitime à un héritage culturel ne saurait faire oublier la diversité du monde et ses enracinements anthropologiques contrastés. La question de l'Islam est bien trop complexe pour qu'on brutalise une civilisation et ses peuples, au risque de provoquer ce ressentiment qui suscite les terribles retours de flamme auxquels nous assistons. Et lorsque nos partenaires américains allèguent les précédents de l'Allemagne et du Japon, on peut courtoisement leur remettre en mémoire leur pragmatisme d'hier ainsi que la prudence d'un Mac Arthur habile à se concilier les éléments de tradition les plus susceptibles de fonder les solutions d'avenir.

Ce n'est pas pour rien que le thème du « Choc des civilisations » est venu également du même milieu intellectuel, s'imposant en contrepoint du mirage de l'État universel et homogène. Il est bienvenu s'il rappelle à la modestie. Il est plus ambigu s'il interdit une conduite des affaires mondiales plus souple et plus disposée au dialogue des différences. L'Europe est-elle le pôle qui permettra d'équilibrer l'hyper puissance, en la dissuadant de certaines mésaventures et en proposant des alternatives dans les échanges internationaux ? C'est une possibilité, ce n'est pas une certitude, ainsi que l'a montré l'attitude des gouvernements britannique, espagnol... et européens de l'Est. Une preuve majeure a été ainsi donnée de l'équivoque profonde de la construction européenne.

Comme n'a cessé de le répéter Hubert Védrine, il est vain de présupposer une entente diplomatique qui résiste aux engagements culturels profonds. Et puis « l'usine à gaz » institutionnelle bruxelloise peut se réclamer d'aimables principes éthiques et juridiques. Elle n'a rien à voir avec la solidité « théologico-stratégique » (Régis Debray) des États-Unis, renforcée aujourd'hui par la légitimation néo-conservatrice...

(1) Leo Strauss - « De la tyrannie », Tel Gallimard, prix franco : 11 €.

Carnets d'un voyageur

Si passer une semaine en hôtel-luxe à la Guadeloupe, rhum et confort tout compris, vous fait rêver, si vous trouvez qu'Avoriaz est une station « sympa » et que vous avez l'intention de tuer l'été à Paris-plage, alors ne lisez pas le livre de Luc Richard. Votre corps ne le supporterait pas.

Le voyageur contre le touriste - la vraie ligne de fracture dans la société française est là. Oh ! bien sûr, il ne s'agit pas d'une ligne médiane - le tourisme est par définition de masse : nombreux sont ceux qui ne cherchent que le soleil et le folklore. Le voyageur, lui, part seul ou avec des amis chers, à la rencontre d'autres hommes qui nous sont réellement étrangers. Il adapte son mode de vie au leur, abandonne ses habitudes, approfondit son regard, voire tombe amoureux jusqu'à ne plus vouloir repartir. C'est ce qui est arrivé à Luc Richard, fondateur de notre revue amie *Immédiatement*, qui ne quitte plus la Chine depuis qu'il l'a découverte il y a deux ans.

Son *Voyage à travers la Chine interdite* raconte le périple de plusieurs mois qu'il a effectué, en compagnie d'un ami français sinophone et de deux Chinois, à travers des ré-

gions encore vierges des touristes, à l'ouest de la Chine. En voiture, à pied ou en train, dans des vallées isolées de tout ou sur la montagne tibétaine, chez les Ouïgours musulmans comme au pays du « peuple des femmes », Luc Richard fait le récit, à la fois érudit et humoristique, des pérégrinations d'un jeune homme français que la « vie cotonneuse » à la sauce raffarino-delanoësque ne peut satisfaire.

Comment ils sont restés coincés trois semaines sur une route de vallée par les pluies diluviennes qui empêchaient tout passage, la course entre deux chauffeurs d'autobus ivres qui foncent dans la nuit, l'échange de cours de cuisines chinoise et provençale, la discussion avec un philosophe indépendant ouïgour sont autant de très bons passages de ce livre qui ne se résume pas à une collection d'anecdotes amusantes : il incite le lecteur à sauter lui-même par-dessus la ligne et à découvrir dans le voyage comment vivre autrement. Ce récit est aussi celui d'une transformation et d'un cheminement personnels.

Véronique HALLEREAU

Luc Richard - « *Voyage à travers la Chine interdite* », Presses de la Renaissance, prix franco : 18 €.

Historiquement incorrect, mais correct historiquement

Réécrire l'Histoire est une activité dangereuse et risquée. Beaucoup s'y sont essayés afin de justifier des thèses aussi infondées historiquement qu'insupportables moralement. Pourtant, le travail des historiens consiste bien à vérifier à la fois la véracité des faits et la justesse des analyses qui en découlent.

On savait déjà que tout n'avait pas été dit sur nombre de sujets et que la pertinence de ce qui avait été raconté n'était pas toujours au rendez-vous. L'ouvrage de Jean Sévillia est utile, son *Historiquement correct* est un bon livre, on en sent l'honnêteté et on en savoure l'écriture. 437 pages au cours desquelles l'auteur fait le point sur les mensonges et les approximations qui émaillent notre Histoire. La manipulation est un phénomène courant, et depuis l'Empire romain jusqu'à aujourd'hui les exemples sont légions. Jean Sévillia « revisite » avec soin bon nombre de sujets, des Cathares à la Guerre d'Algérie. Il balaie assez hardiment, mais sans tomber dans l'excès, les contre-vérités érigées en mythes et les manipulations devenues dogmes.

Jean Sévillia, par ailleurs rédacteur en chef adjoint du *Figaro Magazine*, s'en prend avec un évident plaisir à l'historiographie de gauche, largement dominante depuis l'avènement de la III^e République mais, et c'est à mettre à son crédit, sans aucune des outrances que l'on aurait pu attendre ou craindre. L'ensemble est assez mesuré, et même si un certain nombre de points mériteraient de plus amples débats, jamais son travail ne sombre dans la facilité ou dans l'imprécation.

Clairement affichées, les convictions politiques ou reli-

gieuses de l'auteur ne l'entraînent jamais sur la voie du mensonge, ce qui fait que son travail peut être soumis à discussion ou contestation mais qu'il est impossible à réfuter si l'on est honnête. La lecture du chapitre sur le *Catholicisme social* est indispensable, même si l'on peut regretter la minimisation assez systématique dans l'ouvrage des acquis des combats et les grandes avancées à mettre au crédit de la Gauche. Cependant le « droitisme » de l'auteur n'en arrive jamais à la dérive droitière.

La partie qui aurait pu entraîner un glissement suspect, « *Résistance et Collaboration* » est finement étudiée, et à part quelques points de détails assez minimes, il n'y a que peu à redire.

Quelques regrets néanmoins, dont le principal est le seul et bien indigent paragraphe consacré au Premier Empire qui aurait mérité un chapitre, tant la personne et l'œuvre de Napoléon Bonaparte devraient susciter de légitimes interrogations, comme par exemple son singulier rapport à l'argent...

En résumé, un ouvrage, d'une lecture facile et assez captivante, qui mériterait fort d'être le premier d'une famille.

Pascal BEAUCHER

Jean Sévillia - « *Historiquement correct* », Perrin, prix franco : 22 €.

**Le succès de
notre
souscription est
chose vitale.**

Pensez-y !

Souscription

L'inquiétude des rats

« Gueux comme des rats, étions-nous... ». Allons-nous y rester ? Après notre belle envolée de la quinzaine dernière, notre souscription semble avoir tendance à s'essouffler. Et pourtant l'objectif est maintenant à portée de main : moins de 3 000 euros à trouver d'ici les vacances. C'est faisable, mais ce n'est pas fait... Aussi je renouvelle mon appel pressant. Que nos amis qui n'ont pas encore réagi le fasse, que les autres voient s'ils ne peuvent faire un effort complémentaire. Merci à tous d'avance.

Nous devons y arriver, c'est vital pour *Royaliste* !

Yvan AUMONT

10^e liste de souscripteurs

Monique Baly-Petit 15 € - Pierre Beauvais 15 € - James Bell 6,90 € - Marguerite Bellocq-Sanchez 50 € - Michèle Bicheler 150 € - Pierre Bitoun 50 € - D.B. (Paris) 250 € - J.B. (Saône et Loire) 50 € - Didier Bourdelin 30 € - SAR Dom Duarte, duc de Bragança 50 € - Frédéric Breton 9 € - Jean-Paul Dollé 50 € - Jacques Doremieux 20 € - Stéphane Esquerre 10 € - Philippe Favre 75 € - G.D.F. (Alpes

Maritimes) 20 € - André Gallière 30 € - Patrick Isambert 100 € - Albert Jacquard 50 € - André Kayser 5 € - Pierre-Paul Lacas 30 € - Yves Lacoste 20 € - Jacques Lancement 20 € - Renée Lavaut 25 € - Didier Le Roué 30 € - Jean-Louis Legoux 60 € - N.L. (Loiret) 30 € - Jean-François Lépès 20 € - Pierre Levy 10 € - Jean-José Marchand 50 € - Michel Paris 50 € - Philippe Parisy 14 € - Jean-Pierre Raulin 20 € - Paul-André Richard 18 € - Aimé Richardt 100 € - Un royaliste du Maine 20 € - Hugues Troussel 50 € - Henri Uzac 100 € - Hubert Wiat 39 €

Total de cette liste : 1 741,90 €

Total précédent : 9 347,40 €

Total général : 11 089,30 €

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 11 juin : Professeur honoraire au Collège de France, membre de l'Institut (Académie des sciences morales et politiques), ancien administrateur général de la Bibliothèque nationale, Emmanuel LE ROY LADURIE est l'auteur d'une œuvre considérable. Nous l'avions reçu naguère pour son ouvrage sur l'Ancien régime, édité dans le cadre de l'Histoire de France publiée par

Hachette, mais nous n'avions pas encore eu l'occasion de l'écouter sur ce qui constitue le cœur de ses recherches, inaugurées par sa thèse sur les paysans du Languedoc qui a été prolongée, élargie et approfondie par maints autres travaux. Ceux-ci sont maintenant rassemblés dans une vaste synthèse qui a pris la forme d'un ouvrage récemment publié. Notre invité nous présentera « Les paysans français » tels qu'ils ont vécu au fil de deux grands cycles agraires : celui qui couvre la période médiévale et moderne (XIV^e-XVII^e) et celui qui inaugure, au XVII^e siècle, la période moderne-contemporaine. Histoire sur laquelle ont été plaqués trop de clichés empreints de nostalgie, et que nous avons à découvrir dans toute sa complexité.

● Mercredi 18 juin : Dans le milieu politico-médiatique, on ne cesse d'évoquer les problèmes religieux, mais de façon très réductrice. D'ordinaire, on se contente

d'une dénonciation de tel ou tel fondamentalisme au nom d'une conception floue, mais « correcte », de la modernité. Ce discours est rassurant parce qu'il masque un paradoxe : le fameux retour du religieux a pris son caractère extrême dans les catégories sociales formées à la rationalité occidentale, les cadres du terrorisme arabo-musulman se recrutant principalement chez les ingénieurs et les techniciens. Cet étrange archaïsme post-moderne incite à s'interroger sérieusement sur « les fonctions du religieux ». Tel est l'objet de la recherche actuellement menée par Régis DEBRAY, qui préside le comité de direction de l'Institut européen en sciences des religions. Notre ami a souhaité que Gérard LECLERC, qui a consacré un article à son dernier livre, *Le Feu sacré*, (voir *Royaliste* n° 816), vienne débattre avec lui. Nous sommes heureux de les accueillir tous deux.

● Mercredi 25 juin : Connu du grand public pour avoir

fait éclater la vérité sur la mort de Louis XVII, Philippe DELORME l'est aussi pour son histoire des reines de France qu'il compose de livre en livre. Après Marie de Médicis, Anne d'Autriche, Marie-Antoinette... il publie dans cette série un sixième ouvrage, consacré à « Isabeau de Bavière ». L'image présentée par l'historiographie traditionnelle n'est pas flatteuse : celle d'une femme infidèle, d'une mère dénaturée, d'une reine félonne. Face à la lumineuse figure de Jeanne d'Arc, Isabeau serait l'ange noir du XV^e siècle. Notre invité a rouvert le dossier. Après les classiques réquisitoires, il ne s'agit pas d'instruire un procès en réhabilitation de l'épouse de Charles VI, mais de reprendre l'enquête à partir des archives de l'époque. Une autre vérité en surgit, nuancée, complexe, qui efface la caricature pour faire apparaître une femme intelligente mais sans autorité, bousculée par le jeu des intrigants et les violences de l'histoire.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Préparer la révolution

La situation est-elle « pré-insurrectionnelle » ? Le mot est parfois employé dans les milieux gouvernementaux, où l'on cherche à dramatiser une épreuve de force froidement préméditée. « Grèves illégales », « prises d'otages », la nouvelle phase de la guerre sociale menée par l'oligarchie a commencé et se continuera dans l'excès verbal.

Ne nous laissons pas prendre à cette surenchère. Une insurrection est improbable (tout simplement parce que personne n'est en mesure de l'organiser) mais les événements peuvent prendre une *allure* insurrectionnelle. Ce serait le cas si MM. Raffarin et Sarkozy, faute d'obtenir le retour au calme par leur « communication », décidaient une répression violente des grèves et des manifestations. Des troubles limités permettraient à la gouvernance de brandir la menace d'une insurrection anti-démocratique contre un Parlement en plein travail législatif...

Les manœuvres tactiques et les tentatives de manipulation de l'opinion publique ne sauraient nous faire perdre de vue le point principal : nous sommes dans une situation pré-révolutionnaire et nous y resterons tant que personne n'appellera au rassemblement des forces qui résistent à l'ultra-libéralisme pour accomplir une *révolution*.

Le mot doit être délivré des évocations romantiques et barricadières qui enfièvrèrent encore les jeunes et vieux porteurs de maillots rouges à l'effigie du Che. Les répétitions de la prise des Tuileries ou du Palais d'Hiver ne donneraient rien d'autre que ce que nous avons déjà vu :

la dictature de la vertu, jacobine ou prolétarienne, en prélude aux sacrifices sanglants.

Heureusement, l'histoire qui se fait a déjà tracé la nouvelle voie révolutionnaire. Depuis 1995, nous sommes engagés dans une lutte ouverte de résistance à l'ultra-libéralisme qui se traduit par un conflit déclaré entre les salariés de tous les groupes sociaux et l'oligarchie politique, financière et médiatique. La ligne, encore floue, qui sépare le



syndicalisme de résistance et le syndicalisme de collaboration est la traduction militante de ce conflit.

Cette lutte des classes n'a rien de rétrograde ni de désespéré : il s'agit d'obtenir un nouveau compromis social favorable aux salariés du public et du privé dans la perspective d'un autre mode de développement.

Telle est la révolution souhaitable, qu'il nous faut préparer. Comment ?

La méthode que nous préconisons n'est pas très compliquée :

- S'inspirer des révolutions réussies : la prise du pouvoir par le général de Gaulle en 1944 et sa reprise en 1958, par lesquelles

s'accomplit successivement la première révolution sociale (de la charte du CNR au Préambule de 1946) et la révolution politique inscrite dans la Constitution de la V^e République ;

- Redonner toute leur force à nos institutions et rétablir l'autorité de l'État, condition première de la justice sociale.

- Inverser l'ordre des priorités : le bien-être collectif et individuel comme objectif et le budget comme moyen ; l'économie avant la finance. Plus précisément : protection et développement de l'industrie nationale dans le cadre d'une planification indicative, nationalisation des secteurs-clés, politique des revenus, objectif à court terme de plein emploi. Qu'on ne crie pas à l'irréalisme : notre pays dispose de tous les travaux théoriques nécessaires et de la nouvelle élite capable de les mettre en pratique.

- Étendre cette révolution à l'ensemble de l'Europe, assemblée sous la forme d'une confédération d'États, mobilisant ses immenses richesses humaines et matérielles en vue d'un plein développement.

- Favoriser la révolution mondiale, qui doit commencer par un retour du FMI et de la Banque mondiale à leurs missions premières : financer l'activité économique en vue d'une généralisation de la prospérité.

Dans une démocratie normale un programme de ce type serait soutenu par un parti de la révolution tranquille et méthodique qui demanderait des élections générales afin qu'une issue politique soit trouvée à l'épreuve de force sociale.

Nous sommes dans une situation anormale, qui rend la confrontation explosive. Il appartient à un gouvernement provocateur et régressif, qui agit contre la majorité de la population, de faire baisser la tension.

Bertrand RENOUVIN